

Au sommaire

- 9 ACTES COURANTS - IMMOBILIER**
Servitude. Signes apparents permettant d'établir l'existence d'une servitude par destination du père de famille
- 10 DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ**
Contentieux européen. Interprétation par la CJUE du règlement *Successions* concernant le choix de la loi applicable à la succession
- 12 ENTREPRISE**
Entreprise. Création du fonds territorial d'accessibilité à destination des ERP de 5^e catégorie
Société à responsabilité limitée (SARL). Conséquence sur la validité des assemblées générales de la participation d'une personne n'ayant pas la qualité d'associé
- 15 FAMILLE - PATRIMOINE**
Lésion. Appréciation du caractère lésionnaire du partage en présence d'une créance d'un indivisaire contre l'indivision
- 16 FISCAL**
Revenus des capitaux mobiliers. Cotisations sociales : sort des bénéficiaires d'une SEL au sein de laquelle le travailleur indépendant exerce son activité
- 17 RURAL**
Baux ruraux. Fonds exploité contrairement aux règles du contrôle des structures et prescription de l'action en nullité du bail rural
- 19 PROFESSION**
Responsabilité notariale. Caractère non obligatoire de la délivrance du certificat de carrière et rôle du notaire

À LA Une

Loi Industrie verte : principales mesures en lien avec la pratique notariale

L'industrie verte désigne un modèle économique dont l'objectif est de produire des biens et des services de manière durable, en limitant la consommation et les gaspillages de ressources (matières premières, eau, énergie) et la production de déchets. Elle regroupe deux familles d'activités : la création d'industries vertes et la décarbonation des industries existantes.

Le gouvernement a annoncé vouloir être le leader de l'industrie verte en Europe, en facilitant l'implantation de nouvelles industries dans cinq secteurs clés (pompes à chaleur, éolien, panneaux solaires, batteries et hydrogène).

La *loi Industrie verte*, destinée à favoriser l'obtention rapide de cet objectif à travers une simplification des procédures administratives en matière d'urbanisme et d'environnement a été publiée au *Journal officiel* le 24 octobre 2023.

Elle prévoit également des dispositions patrimoniales en vue de financer les projets. Par ailleurs, des mesures fiscales d'incitation sont envisagées dans le projet de loi finances pour 2024. > **LIRE P. 1**